

PROJET A'AMAL

1^{ER} APPEL A PROPOSITION

Date limite de soumission du formulaire complet de demande :
9 Septembre 2016

**Lignes directrices
à l'intention des associations
des wilayas de Khenchela et Annaba**

PROJET A'AMAL :

ENSEMBLE POUR L'EMPLOI DES JEUNES A ANNABA ET KHENCHELA



Avec la participation financière du
Gouvernement algérien et de l'Union européenne



TABLE DES MATIÈRES

1.	A'AMAL : ENSEMBLE POUR L'EMPLOI DES JEUNES A ANNABA ET KHENCHELA.....	3
1.1	Contexte.....	3
1.2	Objectifs de l'appel à proposition	4
1.3	Montant de l'enveloppe financière à disposition par l'OIT :.....	4
2.	RÈGLES APPLICABLES AU PRÉSENT APPEL À PROPOSITIONS.....	4
2.1	Critères d'éligibilité	5
2.1.1	Demandeurs éligibles	5
2.1.2	Partenaires éligibles	6
2.1.3	Projets éligibles	6
2.1.4	Éligibilité des coûts :.....	8
3.	PRESENTATION DE LA DEMANDE ET PROCEDURES A SUIVRE.....	9
3.1	Soumissions des demandes	9
3.2	Vérification administrative des demandes reçues.....	9
4.	PROCESSUS DE SELECTION	10
4.1	Composition du Comité de sélection de projets:.....	10
4.2	Déroulement du comité de sélection :.....	10
4.3	Processus de sélection	11
4.4	Calendrier prévisionnel.....	12
5.	MODALITES DE TRANSFERT DES FONDS	12
6.	LES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES DES ASSOCIATIONS BENEFICIAIRES	12
7.	LISTE DES DOCUMENTS DE L'APPEL.....	12

1. A'AMAL : ENSEMBLE POUR L'EMPLOI DES JEUNES A ANNABA ET KHENCHELA

1.1 CONTEXTE

L'Organisation internationale du Travail (OIT) est l'unique agence 'tripartite' des Nations Unies qui réunit des représentants des gouvernements, employeurs et travailleurs de 187 états membres pour établir des normes internationales, élaborer des politiques et concevoir des programmes visant à promouvoir le travail décent pour tous les hommes et femmes dans le monde.¹

L'intervention de l'OIT s'inscrit dans le cadre du Programme d'Appui Jeunesse Emploi (PAJE,) cofinancé par l'Union européenne et le Gouvernement algérien. Le gouvernement place la promotion de la jeunesse au centre de sa stratégie en adoptant une démarche consensuelle et participative, fondée sur le dialogue et accordant un soutien privilégié au mouvement associatif des jeunes. Le programme vise à appuyer les institutions en vue de renforcer l'emploi et l'insertion sociale et professionnelle des jeunes sous une approche intersectorielle. Le pilotage du programme est placé sous la conduite du Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale (MTESS), mais implique l'ensemble des secteurs concernés par la Politique Nationale de la Jeunesse.

Dans le but de contribuer au développement du monde associatif le programme PAJE a lancé le sous-programme CODEVA (**C**ontribution au **D**éveloppement **A**ssociatif,) destiné au financement des projets associatifs dans les 4 wilayas pilotes (Annaba, Béchar, Khenchela et Oran) par les biais de trois organisations, qui vont par la suite assurer le financement des projets associatifs dans les régions d'interventions (financement en cascade.)

ORGANISATIONS	PROJET	WILAYAS D'INTERVENTION	BUDGET
Handicap International	NASIJE	Oran, Annaba, Bechar, Khenchela	1 155 000,00 Euros
GRDR	Innov'Asso	Oran, Khenchela	800 484,00 Euros
Organisation Internationale du Travail	A'AMAL	Annaba, Khenchela	1 600 000,00 Euros

L'OIT à travers son bureau d'Alger, et en partenariat avec l'Union Général des Travailleurs Algériens, la Confédération Général des Employeurs Algériens et l'Agence de Développement Sociale est une des organisations bénéficiaires du CODEVA à travers le projet A'AMAL, qui vise à **promouvoir la participation active des acteurs de la société civile** de wilayas de Khenchela et d'Annaba. Le projet prévoit d'accompagner et financer des initiatives visant l'amélioration de l'employabilité et l'insertion professionnelle des jeunes dans les deux wilayas auprès des associations agréées selon le droit algérien.

L'objectif général du projet A'AMAL est le suivant :

Renforcer les capacités, les synergies et les mécanismes de coordination intersectorielle des acteurs locaux dans les wilayas d'Annaba et de Khenchela pour la mise en place des actions favorisant l'employabilité et l'insertion professionnelle des jeunes des 2 régions.

Cet objectif sera réalisé à travers trois axes :

1. Mettre en place des mécanismes efficaces de coordination et de partenariat entre les acteurs institutionnels et la société civile en faveur de l'employabilité et l'insertion professionnelle des jeunes.
2. Renforcer les capacités techniques des associations et des institutions dans le domaine de l'employabilité et l'insertion professionnelle des jeunes.
3. Appuyer techniquement et financièrement la mise en œuvre d'activités génératrices de revenus et d'emploi par la société civile en faveur de l'employabilité et l'insertion professionnelle des jeunes.

¹Pour plus d'information : <http://www.ilo.org/global/about-the-ilo/lang--fr/index.htm>

Le projet A'AMAL lance ce premier appel à propositions pour appuyer aux associations dans la mise en œuvre des projets en direction de la jeunesse des wilayas de Khenchela et Annaba.

1.2 OBJECTIFS DE L'APPEL A PROPOSITION

Le présent appel à propositions a pour but de **contribuer à améliorer l'employabilité des jeunes, l'insertion professionnelle ou la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes dans les wilayas de Khenchela et Annaba.**

1.3 MONTANT DE L'ENVELOPPE FINANCIERE A DISPOSITION PAR L'OIT :

Le montant indicatif global mis à disposition aux associations s'élève à 1.246.106 Euros. Dans la mesure du possible, l'attribution des subventions du montant global sera répartie à part égal entre les wilayas de Khenchela et Annaba. Toutefois, si l'enveloppe financière attribuée pour une wilaya ne peut être utilisée, faute de propositions reçues en nombre suffisant ou du fait de leur qualité insuffisante, l'OIT se réserve le droit de réattribuer les fonds inutilisés à la wilaya présentant les meilleurs projets. L'OIT se réserve aussi la possibilité de ne pas attribuer tous les fonds disponibles durant l'exercice 2016/2017, faute de propositions de qualité insuffisante. Un deuxième et un troisième appel à propositions pourront être lancés dans la limite de l'enveloppe financier disponible dans le cadre du projet A'AMAL.

Dans le cadre d'une proposition couvrant Annaba et Khenchela, le demandeur de la subvention veillera à clairement indiquer dans quelles zones il compte intervenir ainsi que la répartition géographique du budget pour les associations nationales qui présentent un projet pour les deux wilayas ciblées.

Taille des subventions

Toute subvention octroyée à une action dans le cadre de cet appel doit être comprise entre le montant minimum et le montant maximum ci-après :

- montant minimum : **1, 000,000 Dinars**
- montant maximum : **5, 000,000 Dinars**

Une subvention peut couvrir 100% des coûts éligibles de l'action (voir également point 2.1.4). Toute contribution à hauteur de 10 % des coûts éligibles est un plus. Cette contribution peut provenir des ressources propres du demandeur ou des partenaires, ou par des sources autres que le budget de la subvention (salaires du personnel affecté au projet, location des immeubles mis à disposition pour le projet, etc...).

2. RÈGLES APPLICABLES AU PRÉSENT APPEL À PROPOSITIONS

Les présentes lignes directrices définissent les règles de soumission, de sélection et de mise en œuvre des actions dans le cadre du projet A'AMAL et sont en conformité avec les dispositions et procédures de l'OIT en matière d'octroi des subventions et avec l'accord cadre financier et administratif entre l'Union Européenne et les Nations Unies. Pour toute question non spécifiquement traité dans ces lignes directrices, le Guide pratique des procédures contractuelles applicables aux actions extérieures de l'UE reste applicable.

Le projet prévoit d'accompagner et financer des initiatives dans les deux wilayas auprès des associations agréées selon le droit algérien et justifiant d'une expérience avérée dans la mise en œuvre des activités et de projets en faveur des jeunes d'au moins une année.

Une association ne pourra pas bénéficier de plus d'une subvention dans le cadre du projet A'AMAL. **Une association peut postuler à tous les appels à propositions lancés par Handicap International, l'Organisation Internationale du Travail et le GRDR, mais ne peut prétendre qu'à une seule subvention CODEVA.** Toutefois si l'enveloppe financière de l'un des trois appels à propositions lancés respectivement par Handicap International, l'Organisation Internationale du Travail et le GRDR ne peut être utilisée dans sa totalité, faute de propositions reçues en nombre suffisant ou du fait de leur qualité insuffisante, une association pourrait bénéficier d'une deuxième subvention d'un autre attributaire pour un projet différent

Tout demandeur (association) soumettant plus d'une demande dans le cadre du CODEVA, même si à travers d'autres projets (Nassije, Innov'Asso) sera obligé de notifier (à travers la déclaration sur l'honneur incluse dans le dossier de demande) de sa soumission préalable auprès des autres appels à propositions (HI, GRDR.)

2.1 CRITERES D'ELIGIBILITE

2.1.1 Demandeurs éligibles

Le demandeur doit satisfaire aux conditions suivantes pour pouvoir prétendre à une subvention :

- être une association de droit algérien agréée selon la législation en vigueur (loi 12-06 relative aux associations et textes subséquents et enregistrée régulièrement au 12 janvier 2012)
- Avoir une domiciliation dans la wilaya de Khenchela ou la wilaya de Annaba (les associations exerçant au niveau national sont également éligibles si elles remplissent les conditions exigées par la loi pour exercer dans les wilayas de Khenchela ou Annaba.)
- être directement chargé de la préparation et de la gestion de l'action et ne pas se limiter à un rôle d'intermédiaire ;
- cumuler une expérience établie dans le domaine visé par la proposition, de **minimum une année** ;
- ne pas cumuler de passifs financiers contraignants tels que les dettes de l'association à l'égard de ses créanciers (associés, état, organismes sociaux, banques) ;

Ne peuvent participer à des appels à propositions, ni être bénéficiaires d'une subvention les associations (demandeurs) potentiels :

- (a) qui sont en état ou qui font l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation de règlement judiciaire ou de concordat préventif, de cessation d'activité, ou sont dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans les législations et réglementations nationales ;
- (b) qui ont fait l'objet d'une condamnation prononcée par un jugement ayant force de chose jugée (c'est-à-dire contre lequel il n'y a plus de recours possible) pour tout délit mettant en cause leur moralité professionnelle ;
- (c) qui, en matière professionnelle, ont commis une faute grave constatée par tout moyen que l'OIT peut justifier;
- (d) qui n'ont pas rempli leurs obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale ou leurs obligations relatives au paiement de leurs impôts selon les dispositions légales du pays ;
- (e) qui ont fait l'objet d'un jugement ayant autorité de chose jugée pour fraude, corruption, participation à une organisation criminelle ou toute autre activité illégale portant atteinte aux intérêts financiers des Communautés ;
- (f) qui, suite à la procédure de passation d'un marché ou de la procédure d'octroi d'une autre subvention financées par le budget communautaire, ont été déclarées en défaut grave d'exécution en raison du non-respect de leurs obligations contractuelles.

En outre, sont exclus et ne peuvent être bénéficiaires d'une subvention les demandeurs qui, à l'occasion d'un appel à propositions :

- (g) se trouvent en situation de conflit d'intérêts avec le projet A'AMAL et/ou les autres composantes du programme PAJE ;
- (h) se sont rendus coupables de fausses déclarations en fournissant les renseignements exigés dans le cadre de leur participation à l'appel à propositions ou n'ont pas fourni ces renseignements;
- (i) ont tenté de se procurer des informations confidentielles ou d'influencer le comité de suivi de projet installé au niveau de l'OIT au cours de la procédure d'évaluation de l'appel à propositions actuel ou d'appels à propositions antérieurs.

Les demandeurs doivent présenter une **déclaration sur l'honneur** suivant le modèle ci-joint, (annexe 3) attestant qu'ils ne se trouvent pas dans les situations prévues aux points a) à i) ci-dessus.

2.1.2 Partenaires éligibles

Les demandeurs peuvent agir soit individuellement, soit dans le cadre d'un partenariat avec une ou plusieurs associations, locales ou nationales. Cependant, il n'y aura qu'un seul demandeur principal qui sera le seul responsable financier et technique vis-à-vis de l'OIT. Les projets en **partenariat** sont **encouragés** et les partenaires de demandeur sont invités à participer à la définition et à la mise en œuvre de l'action ; les coûts qu'ils encourrent sont éligibles au même titre que ceux encourus par le demandeur (l'association bénéficiaire de la subvention). Ils doivent donc satisfaire aux mêmes critères d'éligibilité que les demandeurs et présenter les mêmes justificatifs. Le nombre de partenaires par projet n'est pas limité néanmoins une association ne peut être partenaire dans plus d'un seul projet dans le cadre cet appel.

Dans le cas des projets en partenariat avec des associations basées en dehors des territoires d'Annaba ou Khenchela, les activités devront avoir lieu dans ces territoires, et **l'essentiel des dépenses seront directement engagées sur ces deux wilayas. Le projet prendra en charge uniquement les coûts de salaires et transport des personnes impliquées.**

Une fiche et une **déclaration (annexe 4) par partenaire** doivent être dûment remplies et joints au dossier de demande avant le dépôt de la proposition.

2.1.3 Projets éligibles

Un projet est défini comme un ensemble d'activités interdépendantes conçues pour atteindre des objectifs et des résultats clairement définis en lien direct avec la promotion de l'employabilité, l'entrepreneuriat et de l'insertion professionnelle des jeunes des wilayas de Khenchela et Annaba. Les activités du projet proposées devront donc viser à améliorer l'employabilité des jeunes sur le marché de l'emploi. Par ailleurs, les actions proposées devront avoir un fort potentiel de répliquabilité à l'échelle locale sur la jeunesse, y compris les jeunes femmes et les jeunes en situation de détresse en priorité.

Durée des actions

La durée initiale d'une action ne peut pas être inférieure à 04 mois, ni excéder 12 mois. Toutes les actions financées dans le cadre du projet A'AMAL doivent être achevées au plus tard le **30 novembre 2017**.

Secteurs et thématiques prioritaires :

Les types d'initiatives et les secteurs ci-dessous pouvant bénéficier d'un financement dans le cadre du présent appel à propositions sont à titre indicatif les suivants :

- Secteur de l'agriculture ;
- Secteur de l'industrie agroalimentaire ;
- Secteur du tourisme ;
- Secteur halieutique et de l'aquaculture ;
- Secteur de l'artisanat ;
- Secteur bâtiment, travaux public et hydraulique;
- Secteur de la formation professionnelle ;
- Secteur des services.

A'AMAL vise à renforcer les capacités des associations pour le développement d'actions et activités favorisant l'employabilité, le développement du leadership et l'entrepreneuriat des jeunes. Les projets attendus de la part des associations peuvent s'inspirer des exemples de projets suivants :

Employabilité des jeunes:

- Création d'une plateforme d'appui à la recherche d'emploi et d'accompagnement personnalisé vers l'emploi articulée avec les dispositifs publics et privés ;
- Organisation des ateliers collectifs d'information aux métiers, session de formation pour élargissement des choix professionnels, d'aide à la rédaction de CV, de recherche d'emploi ;
- Organisation des simulations d'entretien d'embauche auprès des jeunes ;
- Création, développement et animation de réseaux partenariaux (parrainage jeunes/entreprises) ;
- Création d'espaces de rencontre entre les employeurs et les jeunes (forums entreprises, ateliers découverte des métiers, immersion en entreprise, espaces emploi...) ;

- Réalisation d'actions en faveur de l'égalité des chances et de la diversification des choix professionnels des jeunes femmes ;
- Réalisation d'actions spécifiques en vue d'appuyer des populations en situation de handicap ou vulnérables (toxicodependants, jeunes sortant de prisons, etc.)

Formation professionnelle:

- Réalisation d'activités favorisant l'insertion par la formation professionnelle et la création d'activités économiques pour les jeunes à faible niveau scolaire ou en situation d'échec ;
- Conception et mise en œuvre de programmes de formation en faveur des populations jeunes vivant avec un handicap ou vulnérables ;
- Réalisation d'activités de formation pour l'accompagnement à la professionnalisation de nouveaux métiers (aide à la personne, aide maternelle, etc.)

Entrepreneuriat / Economie sociale et solidaire:

- Réalisation d'activités visant le renforcement des capacités entrepreneuriales des jeunes ;
- Création de dispositifs d'accompagnement post création des promoteurs articulé avec les dispositifs publics ;
- Appui à la création des pépinières ou incubateurs d'entreprises ;
- Soutien au développement de l'éco-tourisme associant sauvegarde du patrimoine / formation/ insertion professionnelle / création de nouveaux métiers ;
- Appui au développement des services d'aide à la personne associant prise en charge de la problématique de la dépendance / formation / insertion professionnelle / création de nouveaux métiers ;
- Appui au développement de régies de quartier associant une démarche de gestion urbaine (nettoyage/entretien) avec une dynamique d'insertion par l'activité économique ;
- Initiatives visant à promouvoir un développement local et de valorisation du territoire (création d'activités et de sources de revenus) ;
- Initiatives favorisant l'insertion professionnelle des jeunes (proposant un travail salarié transitoire, une resocialisation et un apprentissage).

Couverture géographique

Les actions doivent être mises en œuvre dans les wilayas de **Khenchela** et **Annaba** et doivent agir en faveur des jeunes résidents dans ces deux wilayas.

Type d'actions

Les actions éligibles doivent être bien définies avec des objectifs clairs et des résultats quantifiables, vérifiables et durables. Le demandeur doit présenter une analyse objective de la situation et des contraintes; il doit établir la nature et l'utilité des actions en situant les besoins des groupes cibles et les résultats directs et indirects escomptés. Des indicateurs de performance pertinents, mesurables et vérifiables devront être proposés par le demandeur.

Ne sont pas éligibles notamment, les types **d'actions/projets** suivants :

- Actions portant uniquement ou à titre principal sur le parrainage de la participation de particuliers à des ateliers, séminaires, conférences ou congrès ;
- Actions portant uniquement ou à titre principal sur des bourses individuelles d'études ou de formation ;
- Actions susceptibles d'améliorer, directement ou indirectement, les revenus de groupes cibles déjà favorisés ;
- Actions organisées de sorte à soutenir, même indirectement, une activité ou un parti politique, des ambitions électoralistes ;
- Actions à connotation idéologique ou partisane évidente ;
- Actions pouvant avoir un impact négatif, même mineur sur la qualité de l'environnement ou l'équilibre écologique local ;
- Actions de type caritatif consistant essentiellement à redistribuer en l'état des biens acquis dans le cadre du projet ;
- Financement d'actions entrant dans le cadre d'autres projets.

2.1.4 Éligibilité des coûts :

Seuls les «coûts éligibles» peuvent être couverts par une subvention. Les coûts directs éligibles sont ceux établis à l'article 25 des Conditions Générales applicables au contrat conclu entre l'OIT et le Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale (voir **annexe 7**.) Les coûts éligibles doivent être des coûts réels étayés par des pièces justificatives.

Le budget constitue à la fois une estimation des coûts et un plafond global des «coûts éligibles».

La recommandation de l'attribution d'une subvention en faveur d'une proposition est toujours subordonnée à la condition que la procédure de vérification qui précède la signature du contrat de subvention ne révèle pas de problèmes nécessitant des modifications du budget (par exemple les erreurs arithmétiques, inexactitudes ou coûts irréalistes et autres coûts inéligibles). Cette procédure de vérification peut donner lieu à des demandes de clarification ou des réserves et conduire l'administration contractante à imposer des modifications ou des réductions afin de corriger ces erreurs ou inexactitudes. Le montant de la subvention ainsi que le pourcentage de cofinancement engendré par ces corrections ne pourra en aucun cas être augmenté. En conséquence, il est dans l'intérêt du demandeur de fournir un **budget réaliste et d'un meilleur rapport coût/efficacité**.

Coût du personnel : l'OIT en tant qu'Agence spécialisée dans le domaine du travail et de la protection sociale plaide pour la promotion de l'emploi décent aussi au sein des associations. Il est donc vivement encouragé de veiller au recrutement du personnel et à l'application du droit de travail algérien, mais également à promouvoir des lieux de travail décents et productifs, ce qui implique la prise en compte de la dimension humaine de la productivité et de la compétitivité, ainsi que de toutes les questions liées à la gestion des ressources humaines, à l'amélioration des compétences et à la participation intégrée des travailleurs au sein de l'association.

Coût de suivi & évaluation et d'audit financier : il est obligatoire pour toute proposition de projet d'inclure dans la prévision budgétaire la réalisation d'un audit financier du projet de la part d'un commissaire aux comptes indépendant et agréé par l'OIT. Le montant maximum attribué pour cette action sera limité à un maximum de 200.000 dinars.

Imprévus : Une réserve pour imprévus, plafonnée à 5 % du montant des coûts directs éligibles de l'action, peut être incluse dans le budget de l'action. Elle ne peut être utilisée qu'avec autorisation préalable de l'OIT.

Coûts indirects (frais administratifs) éligibles : Un montant forfaitaire, plafonné à 7 % du montant total des coûts éligibles de l'action, est éligible au titre des coûts indirects représentant les coûts administratifs généraux de l'association bénéficiaire pouvant être considérés comme affectés à l'action. (Voir article 25.5 des conditions générales, annexe 7).

Apports en nature : Les contributions en nature quelles qu'elles soient leur origine doivent être mentionnées dans le formulaire complet de demande de subvention (Annexe 1.) Les contributions en nature ne peuvent être considérées comme cofinancement du bénéficiaire car elles ne correspondent pas à des dépenses effectives et ne sont pas des coûts éligibles. Le coût du personnel affecté à l'action n'est pas une contribution en nature et peut être considéré comme cofinancement dans le budget de l'action, quand il est payé par le bénéficiaire ou ses partenaires.

Coûts inéligibles : Sont considérés comme non éligibles les coûts suivants :

- les dettes et les provisions pour pertes ou dettes y inclus les pertes de change;
- les intérêts débiteurs ;
- les coûts déjà financés dans un autre cadre ;
- les achats de terrains ou de locaux, sauf si ces achats sont indispensables à la mise en œuvre directe de l'action, auquel cas leur propriété doit être transférée aux bénéficiaires finaux et/ou aux partenaires locaux au plus tard à l'issue de l'action ;
- les taxes, y compris la TVA, sauf lorsque l'association bénéficiaire (ou le cas échéant ses partenaires) ne peut les récupérer et si la réglementation applicable autorise leur prise en charge ;
- les crédits à des tiers ;
- l'achat d'équipements dépassant du **40% des coûts directs du projet**. Cependant les coûts d'équipement dépassant ce seuil feront l'objet d'une approbation de l'OIT sur la base de leurs nécessités dans la mise en œuvre du projet ;

- les constructions de locaux.

3. PRÉSENTATION DE LA DEMANDE ET PROCÉDURES À SUIVRE

3.1 SOUMISSIONS DES DEMANDES

Les demandeurs peuvent soumettre leur dossier de demande en **français ou en arabe. Si la demande est faite en arabe, le demandeur rédigera également la fiche résumée en français.** Le dossier doit être envoyé par courrier électronique à l'adresse suivant : **aamal.oit@gmail.com** au plus tard **le 9 Septembre 2016 à minuit** (heure locale). Un accusé de réception sera envoyé au demandeur dans les 48 heures suivant la réception du dossier. Si le demandeur ne reçoit pas de mail de confirmation de la réception des documents dans un délai de 48 heures, il lui sera recommandé de s'assurer de leur réception en contactant la coordination du projet.

Les lignes directrices et les formulaires relatifs à cet appel, sont téléchargeables sur le site de l'OIT à l'adresse suivant <http://www.ilo.org/addisababa/about-us/offices/algiers/lang--fr/index.htm>

Le dossier doit comporter les pièces suivantes :

1. un formulaire de demande détaillé du projet (Annexe 1)
2. le budget détaillé selon le formulaire proposé (Annexe 2)
3. la déclaration sur l'honneur du demandeur (Annexe 3)
4. La déclaration de partenariat / partenaires dans le cas d'un projet en partenariat, (Annexe 4)
5. La liste de contrôle dûment remplie (Annexe 5)
6. Une fiche –résumé si le projet est rédigé en arabe (Annexe 1)
7. Statuts de l'association accompagnée le cas échéant des statuts des partenaires,
8. Copie du récépissé d'enregistrement légal de l'association demanderesse avec récépissé du dernier renouvellement ou, si pas prêt, de dépôt du dernier dossier de renouvellement
9. Une copie des derniers états financiers de l'Association (compte de gestion et bilan du dernier exercice clos) certifié par un Commissaire aux comptes.
10. Rapport moral du dernier exercice portant notamment la signature du Président de l'Association
11. Procès-verbal de la réunion, selon le cas, de l'Assemblée Générale, du Conseil d'Administration ou du bureau exécutif ayant validé la demande de subvention présentée.

Important :

Les pièces administratives peuvent être présentées en arabe ou en français. **Tout dossier envoyé hors délais sera systématiquement rejeté. Les dossiers incomplets feront l'objet d'une réserve qui devra être enlevé dans un délai de 6 jours dès sa réception.** Toute incohérence majeure dans le formulaire de demande (par exemple si les montants mentionnés dans les feuilles de calcul du budget ne correspondent pas) peut conduire également au rejet de la demande ou à la demande d'explications et modifications supplémentaires. Les demandes manuscrites ne seront pas acceptées.

Il est à noter que seul le formulaire de demande et les annexes publiées doivent être complétés et seront évalués. Il est par conséquent très important que ce document contienne toutes les informations pertinentes concernant l'action. Aucune annexe supplémentaire ne doit être envoyée.

3.2 VERIFICATION ADMINISTRATIVE DES DEMANDES REÇUES

A la réception des demandes, l'équipe de projet effectuera une première vérification administrative des pièces fournies dans le dossier de demande. Elle sera réalisée par la coordination du programme à Alger. Les dossiers incomplets feront l'objet d'une réserve auprès de l'association, qui aura un délai de 6 jours pour soumettre les pièces manquantes.

L'équipe chargée de la gestion du projet A'AMAL publiera une liste des associations ayant soumissionné dans la cadre de l'appel à proposition et dont les dossiers administratifs sont complets et celles qui ont fait l'objet d'une demande supplémentaire des pièces manquantes.

4. PROCESSUS DE SÉLECTION

Une fois les demandes validés du point de vue administrative, l'équipe chargée du projet A'AMAL saisira le comité de sélection du projet afin de procéder à l'évaluation technique des soumissions. Il correspond à l'OIT en tant que responsable financier du projet A'AMAL la décision final sur l'attribution des subventions. L'OIT peut inviter à participer lors des séances d'évaluation aux responsables locaux pour avoir son avis sur la faisabilité technique et financière des projets proposés.

Le tableau, ci-après, résume les critères de notation des projets :

A	Critères génériques	/50	Points
A1	La clarté de la méthodologie et du plan de travail proposés		15
A2	La pertinence, faisabilité et durabilité des actions proposées		10
A3	La cohérence entre les activités proposées et le budget demandé		15
A4	La capacité technique et financière de l'association		05
A5	L'application des mesures de visibilité de l'UE, du programme PAJE et de l'OIT.		05
B	Critères spécifiques	/40	
B1	La dimension genre : participation d'au moins un 30% de jeunes femmes		05
B2	Le caractère innovateur du projet proposé		10
B3	L'impact du projet sur le renforcement institutionnel de/s association/s		10
B4	L'impact en termes de nombre des jeunes bénéficiaires des actions visant à améliorer leur accès à un emploi à la création d'entreprises.		10
B5	la mise en place des mécanismes de coordination et de partenariat avec les dispositifs publics présents dans la wilaya et/ou le secteur privé.		05
C	Critères particuliers	/10	
C1	La promotion du travail décent et des valeurs de l'OIT dans le cadre de l'ensemble des actions du projet		10

TOTAL = (A) + (B) + (C)	/100
--------------------------------	-------------

4.1 COMPOSITION DU COMITE DE SELECTION DES PROJETS:

Le comité chargé de la sélection des projets sera composé de manière indicative par les personnes suivantes :

- 1 représentant de l'OIT à Alger ;
- 1 représentant chargé de la coordination du projet (OIT) ;
- 1 représentant de l'Agence de Développement Social (ADS) ;
- 1 représentant de la Confédération Général des Entrepreneurs Algériens (CGEA) ;
- 1 représentant de l'Union Générale des Travailleurs Algériens (UGTA) ;

A titre d'observateur/s :

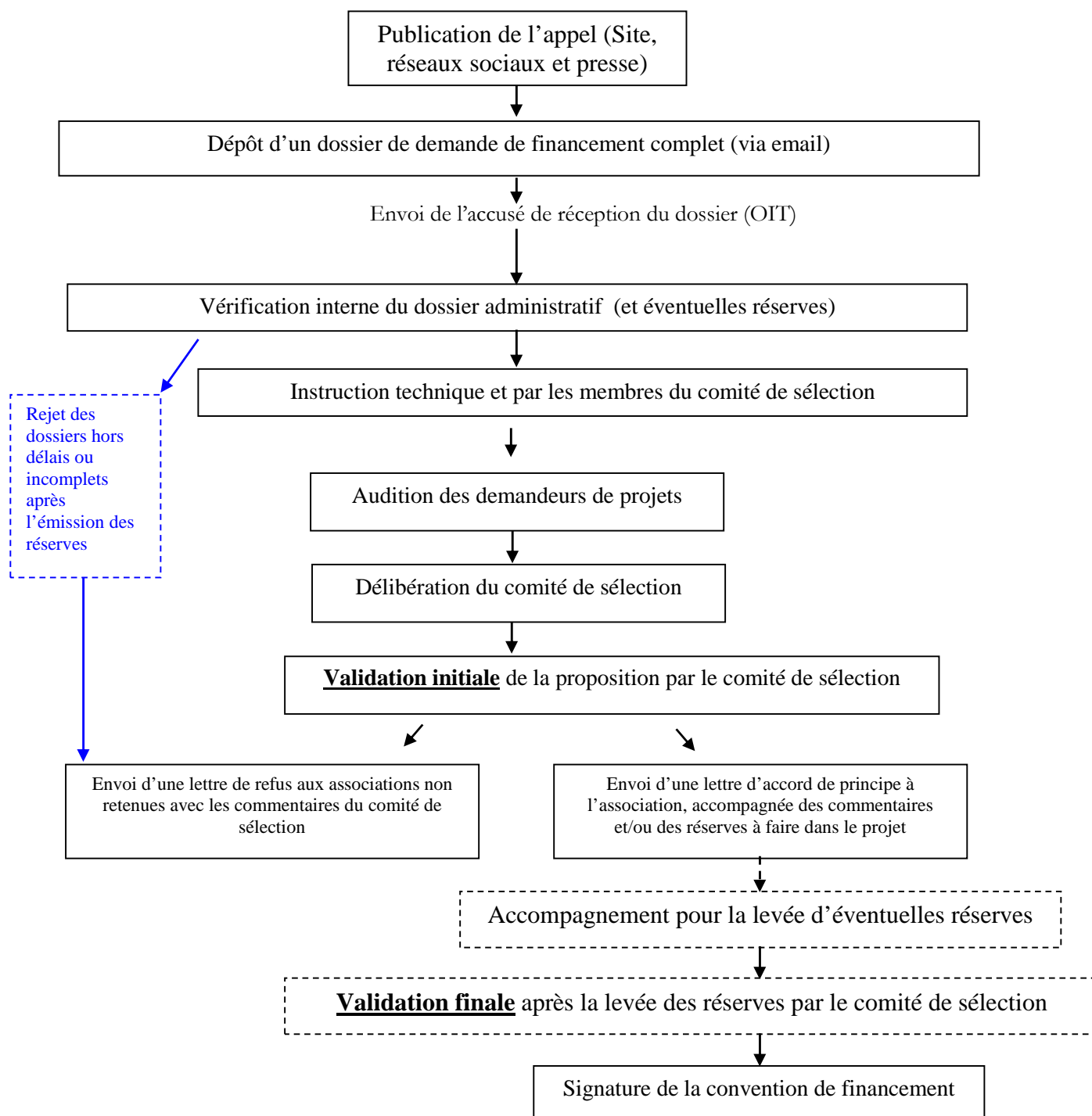
- 1 représentant de la direction nationale du programme PAJE ou son représentant local ;
- Membres du comité intersectoriel local de l'emploi/Forum Local pour l'Emploi.

4.2 DEROULEMENT DU COMITE DE SELECTION :

- L'équipe technique de l'OIT fera une vérification interne des projets avant la tenue du Comité de Sélection.
- Les associations seront invitées à présenter leur projet devant le comité de sélection ;
- Après la délibération du Comité, chaque membre du comité, sur la base de la grille de notation, sera chargé de noter chaque projet de manière individuelle ;
- les projets retenus devront avoir eu au moins 50 points, et seront choisis par ordre de meilleure notation et cela jusqu'à épuisement du budget disponible pour cet appel et tout en respectant les exigences de qualité. Si

des réserves aux projets sont émises, les commentaires du comité de sélection sur chaque projet seront envoyés à chaque association pour information et ou des éclaircissements dans un délai convenable.

4.3 PROCESSUS DE SELECTION



4.4 CALENDRIER PREVISIONNEL

Lancement de l'appel	Debut Août 2016
Accompagnement à la formulation du projet complet	Août 2016
Clôture de l'appel	9 Septembre 2016
Instruction des projets	Septembre 2016
Comité de sélection (<i>présentation orale</i>)	Septembre 2016
Levée de réserves et rédaction des conventions	Septembre 2016
Démarrage des projets	Octobre 2016
Formation adaptée au reporting financier et technique	Octobre 2016
Accompagnement à la mise en œuvre	Octobre 2016 – Octobre 2017

L'accompagnement des associations à la formulation des projets sera assuré par le personnel de l'OIT sur le terrain, à compter de la date de lancement de l'appel à proposition. Les associations sont appelées à contacter M. Scander Soufi (soufi@ilo.org) pour bénéficier des séances d'appui et d'orientation du projet tout le long de la période de cet appel à propositions.

5. MODALITÉS DE TRANSFERT DES FONDS

Les fonds seront versés aux associations après la signature de l'accord de subvention avec l'OIT. Le versement s'effectuera en trois tranches sur la base de l'accord incluant un calendrier de déboursement des fonds et sous condition de l'acceptation du rapport narratif et financier à chaque période:

- 40 % du financement global à la signature de l'accord de subvention;
- 40 % du financement global après validation du rapport d'activité et du bilan financier justifiant des dépenses d'au moins 80 % de la dernière tranche versé ;
- 15% du financement global après justification des dépenses des 80% liées à la dernière tranche versée,
- 5% ce solde sera versé à la fin de la mise en œuvre du projet une fois l'audit financier et le rapport final approuvé.

NB : Dans le cas d'un reliquat à la fin du projet, les sommes restantes doivent être reversées au compte de l'OIT.

6. LES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES DES ASSOCIATIONS BÉNÉFICIAIRES

Les obligations des associations bénéficiaires sont établies dans l'accord de subvention. Dans le cadre du projet les associations sont tenues aussi de respecter quelques principes de base :

L'obligation de transparence : les associations bénéficiaires devront s'engager à faciliter le suivi opérationnel de leur projet (qui sera effectué en collaboration avec la coordination du projet) et à coopérer avec le personnel de l'OIT ou du programme PAJE pour la validation de la gestion des fonds alloués.

L'obligation de redevabilité : Les associations bénéficiaires s'engagent à fournir tout document comptable ainsi que tout autre document technique lié à l'exécution du projet (livrables) y inclus les rapports sur l'avancement du projet tel que décrits dans le contrat de subvention. Les rapports pourront être rédigés en langue française **ou en arabe**.

Les associations bénéficiaires devront s'engager à respecter dans la mise en place de leur projet la charte éthique de l'organisation ainsi que les règles et conditions générales du programme PAJE. Elles doivent assurer la visibilité de l'UE, PAJE et l'OIT sur le terrain.

7. LISTE DES DOCUMENTS DE L'APPEL

- Formulaire de soumission du projet (Word) ;
- Budget du projet et plan de financement (Excel) ;
- Déclaration sur l'honneur du demandeur ;
- Déclaration de partenariat ;
- Liste de contrôle.